

Bulletin du FMI

RÉUNION MINISTÉRIELLE DU G-20

Les Ministres du G-20 s'entendent sur des réformes « historiques » de la gouvernance du FMI

Bulletin du FMI en ligne
23 octobre 2010

- Un accord pour une meilleure représentation des pays émergents et en développement
- L'Europe cède des sièges en faveur des pays émergents au Conseil d'administration
- Les propositions de réforme doivent être approuvées par le Conseil d'administration



Phare de Gyeongju, Corée : selon les ministres du G-20 la nature des déséquilibres considérables et persistants doit faire l'objet d'une évaluation (photo: Yonhap/Newscom).

Les Ministres des finances du Groupe des Vingt pays industrialisés et émergents (G-20) sont parvenus à un accord sur un train de réformes qui aboutira à un redéploiement de la représentation au sein du FMI en faveur des grands pays émergents et en développement dynamiques.

Réunis à Gyeongju, en Corée, les ministres et gouverneurs de banque centrale du G-20 se sont entendus sur un doublement des quotes-parts, à savoir les contributions financières servant à déterminer le pourcentage de voix que détiennent les pays membres au sein du FMI. Ce doublement entraînera un transfert de suffrages vers les pays émergents et en développement dynamiques.

Suite au rééquilibrage des quotes-parts, les grands pays émergents dynamiques que sont le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie figurent parmi les 10 plus gros actionnaires du FMI.

Les ministres ont en outre convenu d'un redéploiement des 24 sièges du Conseil d'administration – instance chargée de la gestion courante de l'institution - pour accorder une plus grande représentation aux pays émergents et en développement. Les pays européens avancés auront deux sièges en moins et tous les administrateurs seront élus et non plus désignés comme cela est aujourd'hui le cas. Le Conseil d'administration aura toujours 24 sièges.

Débat sur la légitimité

S'adressant à la presse à l'issue de la réunion de Gyeongju, le Directeur général du FMI, M. Dominique Strauss-Kahn a qualifié l'événement d'« historique » y voyant la plus importante décision jamais adoptée sur la gouvernance du FMI depuis sa création en 1944. « Il y aura d'autres réformes, a-t-il ajouté, mais aujourd'hui nous avons mis un terme à plusieurs années, pour ne pas dire décennies, de discussions sur la légitimité ».

La réunion ministérielle de Gyeongju devait préparer l'ordre du jour du sommet des Chefs d'État du G-20 qui se tiendra à Séoul le 11 novembre. L'accord conclu à Gyeongju doit encore être approuvé par le Conseil d'administration du FMI. La date butoir pour mener à terme les réformes de la gouvernance du FMI est celle de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, à savoir octobre 2012.

Qui siège au G-20 ?

Le [G-20](#) comprend l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie et la Turquie, ainsi que l'Union européenne. Pour veiller au fonctionnement concerté des [instances économiques internationales](#), le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale, ainsi que les présidents du Comité monétaire et financier international et du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale prennent également part aux rencontres du G-20 es qualités.

Ses pays membres représentent environ 90 % du produit intérieur brut mondial et deux tiers de la population de la planète.

Lors du [sommet de Pittsburgh](#), en septembre 2009, les dirigeants du G-20 avaient affirmé leur soutien politique à un redéploiement de la représentation des pays au sein du FMI. Ils avaient donné leur appui «à un transfert de [quotes-parts](#) vers les pays émergents et en développement dynamiques d'au moins 5 %, des pays surreprésentés vers les pays sous-représentés, en prenant comme point de départ la [formule de calcul actuelle](#).». Les dirigeants avaient également souligné leur détermination à protéger le pourcentage de voix des pays les plus pauvres au sein du FMI.

Aujourd'hui, la répartition des parts entre pays avancés et pays émergents et en développement est de l'ordre de 60%/40 %.

Si le sommet de Pittsburgh avait préconisé un transfert de quotes-parts de 5 % des pays avancés aux pays émergents et en développement dynamiques et des pays surreprésentés aux pays sous-représentés, l'accord conclu à Gyeongju aboutit à un basculement de plus de 6 % dans les deux cas.

Au-delà des attentes

M. Strauss-Kahn a déclaré que la décision sur la gouvernance du FMI donne suite à la mission confiée à Pittsburgh et va même au-delà de ce qui était attendu. « Les 10 plus gros actionnaires du FMI sont ceux qui méritent de figurer sur cette liste car ce sont les 10 pays les plus importants au plan systémique pour l'économie mondiale » a-t-il ajouté, en précisant que le Conseil d'administration du FMI sera « un conseil plus démocratique et un conseil élu dans son intégralité ».

Dans le communiqué de la réunion de Gyeongju, les ministres du G-20 ont salué le travail entrepris par le FMI pour évaluer les retombées plus générales des politiques mises en œuvre par les pays d'importance systémique.

Les ministres du G-20 se sont dits résolus à renforcer la coopération multilatérale afin de promouvoir la viabilité extérieure et à mener tout un ensemble de mesures propres à réduire les déséquilibres excessifs et à maintenir les déséquilibres courants à des niveaux viables.

À l'issue de la réunion ministérielle du G-20 M. Strauss-Kahn a déclaré à la presse que la crise économique mondiale avait quelque peu éclipsé la question des déséquilibres mondiaux, mais que cette question avait été abordée de façon juste et directe durant la réunion. Il a fait état de la « volonté de toutes les parties de mener des politiques capables de converger et propres à limiter les risques excessifs pour la viabilité extérieure ».

La persistance de grands déséquilibres

Les ministres ont signalé que les déséquilibres jugés considérables et persistants au regard de critères indicatifs à convenir devraient être évalués dans le cadre du [Processus d'évaluation mutuelle](#) en examinant leur nature et les obstacles aux ajustements, et en reconnaissant la nécessité de tenir compte des particularités nationales et régionales, y compris celles des gros producteurs de matières premières. Le processus d'évaluation mutuelle est une initiative du G-20 à laquelle le FMI apporte son appui.

« Pour accompagner nos efforts dans le respect de ces engagements, nous invitons le FMI à dresser, dans le cadre du processus d'évaluation mutuelle, un bilan des progrès accomplis vers la viabilité extérieure et la concordance des politiques, notamment sur les plans budgétaire, monétaire et structurel et dans les domaines des changes et du secteur financier » ont déclaré les ministres dans leur communiqué. Il reste au G-20 à mettre au point le cadre quantitatif de ces évaluations d'ici le sommet de Séoul.

M. Strauss-Kahn a précisé qu'il avait eu des entretiens avec les représentants des autorités de la Chine, des États-Unis, de l'Europe et du Japon et que tous entendaient faire de leur mieux pour maintenir le cap de la reprise mondiale. « Ils sont conscients de ce que le risque le plus grave aujourd'hui serait de s'enliser dans un combat sur les comptes courants ou un conflit sur les taux de change » a-t-il ajouté.

Les ministres du G-20 ont salué la [récente réforme des instruments de prêt du FMI](#), et notamment les aménagements apportés à la Ligne de crédit modulable et la mise en place d'une Ligne de crédit de précaution afin de renforcer les dispositifs mondiaux de protection financière. Les ministres ont invité le FMI à poursuivre ses travaux visant à renforcer davantage la capacité de l'économie mondiale à surmonter les chocs systémiques.

M. Strauss-Kahn a rappelé que l'action du FMI dans le renforcement des dispositifs mondiaux de protection financière représente un important jalon. La Ligne de crédit modulable et la Ligne de crédit de précaution sont des supports qui contribuent à ce travail. « L'institution n'a pas uniquement un rôle de sapeur-pompier, en mobilisant des ressources face aux crises. Elle tente également de les prévenir et elle dispose aujourd'hui des instruments financiers pour le faire » a ajouté M. Strauss-Kahn.